



CHAPITRE 155

Loi modifiant la charte de la ville de Danville

[Sanctionnée le 4 février 1960]

CHAPTER 155

An Act to amend the charter of the town of Danville

[Assented to, the 4th of February, 1960]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Danville a, par sa pétition, représenté qu'il est de l'intérêt de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 91, et la Loi des cités et villes soient modifiées à son égard;

Attendu qu'il est à propos de lui accorder des pouvoirs additionnels;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à ces demandes;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Fonds industriel autorisé.

1. Nonobstant toute disposition législative à ce contraire, la ville de Danville est autorisée à créer un fonds industriel d'un montant n'excédant pas cent mille dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt, sauf que la majorité ayant voté sera toujours suffisante pour l'approbation par les électeurs-propriétaires. Si les approbations requises sont obtenues, le conseil de la ville est autorisé, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à contracter un ou des emprunts dont le total n'excédera pas cent mille dollars pour acquérir à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront en tout

Preamble.

WHEREAS the town of Danville has, by its petition, represented that it is in the interest of the good administration of its affairs, that its charter, the act 2-3 Elizabeth II, chapter 91, and the Cities and Towns Act be amended for the town;

Whereas it is expedient to grant it additional powers;

Whereas it is expedient to grant such prayers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Industrial fund authorized.

1. Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the town of Danville is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding one hundred thousand dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received the approvals required by law for loan by-laws, save that the majority of those who have voted shall always be sufficient for the approval by the elector-proprietors. If the required approvals are obtained, the council of the town is authorized, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to contract one or more loans the total of which shall not exceed one hundred thousand dollars, to acquire by agreement or by expropriation, erect, maintain, sell or lease

ou en partie à des fins municipales ou industrielles et, à consentir à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population. La ville est autorisée à vendre ou à louer le ou lesdits immeubles aux conditions qu'elle déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeubles, pour la ville, et que le prix de location ne soit pas moindre que le montant représentant le service de la dette sur le ou lesdits emprunts contractés pour l'acquisition ou l'érection desdits immeubles.

Emploi
des som-
mes
perçues.

Tel montant provenant de ces ventes ou louage devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnés à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle, en vertu des présentes dispositions, soit garanti par première hypothèque sur les terrains ou bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la ville au même titre que les immeubles.

Guaran-
tie.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale de Québec permet d'en disposer autrement.

Pouvoir
d'em-
prunt non
affecté.

Ces emprunts pour les fins industriels n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville pour ses fins municipales.

Ententes
autori-
sées.

2. Subordonnement à l'approbation préalable du ministre des affaires municipi-

immovables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and to make, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population. The town is authorized to sell or lease the said immovable or immovables upon such conditions as it may determine, provided that the selling price be not less than the cost of the said immovables to the town, and that the rent thereof be not less than the amount representing the service of the debt on the said loan or loans contracted to acquire or erect the said immovables.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the town on the same basis as the immovables.

Employ of
sums
collected.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immovables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Guar-
antee.

Such loans for industrial purposes shall not affect the borrowing power of the town for its municipal purposes.

Borrowing
power not
affected.

2. Subject to previous approval by the Minister of Municipal Affairs and

Agree-
ments au-
thorized.

Ententes autorisées.

pales et de la Commission municipale de Québec, la ville de Danville est autorisée à conclure des ententes avec toutes personnes, sociétés ou corporations relativement au transport et à la livraison de gaz aux consommateurs.

the Quebec Municipal Commission, the town of Danville is authorized to make agreements with any person, firm or corporation with respect to the transportation and delivery of gas to consumers.

Agreements authorized.

Droit exclusif.

Telles ententes pourront comprendre un droit exclusif pour une période déterminée, et régir l'installation de tous ouvrages nécessaires ou utiles à ce service au-dessous ou le long de toute rue, ruelle, ou autre place publique. Lesdites ententes seront cependant sujettes à l'approbation de la Régie de l'électricité et du gaz, mais les dispositions de la Loi relative à la concession de franchises par les municipalités (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 222), ne s'appliqueront pas à ces ententes.

Such agreements may involve an exclusive right for a fixed period and may govern the installation of all works necessary or useful for such service, under or along any street, lane or other public place. The said agreements, however, shall be subject to the approval of the Electricity and Gas Board, but the provisions of the Municipal Franchises Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 222), shall not apply to such agreements.

Exclusive right.

S.R.,
c. 233,
a. 134,
remp.
pour la
ville.
Taxes non
payées.

3. L'article 134 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**134.** Le défaut par le locataire de payer toutes ses taxes ou redevances à la ville avant le premier jour juridique de décembre privera celui-ci du droit d'être inscrit sur la liste des électeurs au moment de sa confection, et d'exercer son droit de vote à l'élection de l'année concernée, et cela à partir de décembre 1960."

3. Section 134 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**134.** Failure by the tenant to pay all his taxes or dues to the town before the first juridical day of December shall deprive him of the right to be entered on the electoral list when it is made, and to exercise his right to vote at the election of the year concerned, and this from December 1960."

R.S.,
c. 233,
s. 134, re-
placed for
the town.

Taxes not paid.

S.R.,
c. 233,
a. 173,
remp.
pour la
ville.
Date des
élections.

4. L'article 173 de la Loi des cités et villes, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"**173.** L'élection du maire a lieu tous les trois ans le premier lundi juridique de février, et celle des échevins aura lieu annuellement le premier lundi juridique de février également, pour deux échevins seulement. Dans l'année qui suivra l'élection générale de 1960, le conseil tirera au sort les noms des deux premiers échevins qui devront se retirer la première année, les noms de deux autres échevins qui devront se retirer la deuxième année, les deux autres échevins restant devront se retirer à la troisième année de l'élection générale."

4. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

"**173.** The election for mayor shall be held every three years, on the first juridical Monday of February, and the election for aldermen shall be held annually, also on the first juridical Monday of February, for two aldermen only. In the year following the general election of 1960, the council shall draw by lot the names of the first two aldermen who shall retire the first year, and the names of two other aldermen who shall retire the second year; the two remaining aldermen shall retire the third year after the general election."

R.S.,
c. 233,
s. 173,
replaced for
the town.
Date of
elections.

S.R.,
c. 233,
a. 173a,
remp.
pour la
ville.

5. L'article 173a de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

5. Section 173a of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 173a,
replaced
for the
town.

Durée
d'office.

"**173a.** La durée des fonctions du maire et des échevins est fixée à trois ans, à partir de l'élection générale de 1960."

"**173a.** The term of office of the mayor and aldermen shall be fixed at three years, from the general election of 1960."

Term of
office.

S.R.,
c. 233,
a. 502,
am. pour
la ville.
Change-
ment de
locataire.

6. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant à l'article 502, l'alinéa:

"La ville après avoir reçu un avis écrit, et sur preuve suffisante peut en tout temps rayer le nom de l'ancien locataire ou occupant et y inscrire celui du nouveau. La taxe de locataire sera alors recouvrable pour partie contre l'ancien locataire et pour partie contre le nouveau, et sera imposable à chacun pour une période minimum de six mois.

6. Section 502 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding the following paragraph:

"The town, after having received written notice, and upon sufficient evidence, may at any time strike out the name of a former tenant or occupant and enter therein the name of the new one. The tenant's tax shall then be payable partly by the former tenant and partly by the new one, and shall be imposable on each for a minimum period of six months.

R.S.,
c. 233,
s. 502,
am. for
the town.
Change of
tenant.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.